

Unité Interdépartementale 25-70-90

Vesoul, le 24/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST

44 boulevard de la Mothe
54000 Nancy

Références : UID257090/SPR/LG/LL 2023 - 0724F
Code AIOT : 0005901886

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2023 dans l'établissement CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST implanté Lieu-dit Derrière Les Vignes du Pleuge 70360 Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le 22 janvier 2021, CMNE a porté à la connaissance du préfet la cessation partielle en libérant une partie des parcelles de l'emprise de la carrière actuellement autorisée. Cette inspection fait donc suite à cette notification.

L'objectif de cette inspection est la vérification de la mise en sécurité et de la remise en état des terrains objets de la notification de la cessation d'activité.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES & MATERIAUX NORD-EST
- Lieu-dit Derrière Les Vignes du Pleuge 70360 Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin
- Code AIOT : 0005901886
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

CMNE est autorisée à exploiter une carrière de roches calcaires pour une durée de 10 ans par l'arrêté préfectoral n° 70-2018-08-30-002 du 30 août 2018. La production annuelle moyenne autorisée est de 170 000 tonnes. Elle peut atteindre au maximum 220 000 tonnes par an pour répondre aux besoins exceptionnels.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- mise en sécurité
- remise en état

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|---|--|--|-------------------|
| 1 | Cessation d'activité | Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 2.4.2 | / | Sans objet |
| 2 | Modalités de remise en état du site | Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 2.4.3 | / | Sans objet |
| 3 | Consistance des installations autorisées | Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 2.1.2 | / | Sans objet |
| 4 | Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection montre que les terrains libérés de l'emprise de la carrière sont mis en sécurité et que les objectifs de la remise en état prescrite par l'arrêté préfectoral susvisé sont respectés.

En conséquence, au regard des constats établis par l'inspection des installations classées, le présent rapport vaut procès-verbal de récolement. Les parcelles concernées sont situées à Scey-sur-Saône-et-Saint-Albin et sont identifiées selon les références cadastrales suivantes : section ZI n° 13, 117, 141, 143.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation d'activité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 2.4.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cessation partielle / Remise en état d'une partie du site |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : À titre informatif, les dispositions applicables en matière de cessation d'activité sont notamment celles édictées aux articles L.512-6-1, R.512-39-1 à R.512-39-6 du code de l'environnement, l'article 12 de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières ainsi que celles des articles 1.1.4 et 2.4.3 concernant la remise en état du site. Pour l'application des articles R. 512-39-1 et suivants du code de l'environnement, l'usage à prendre en compte est le suivant : usage agricole à l'est du site et milieu naturel pour le reste du site, avec une fosse réservée pour un projet d'installation de stockage de déchets inertes sur l'emprise de l'extension de la carrière au nord. |

| |
|--|
| <p>Constats : Le 22 janvier 2021, l'exploitant a porté à la connaissance du préfet la cessation d'activité partielle sur les parcelles situées au sud et sud est du site (parcelles ZI n° 13, 141 et 143 et une partie de la parcelle 117). Les articles R.512-39-1 à R.512-39-4 sont donc applicables dans leur version antérieure au 1er juin 2022.</p> <p>Les travaux de réaménagement ont été réalisés entre juillet 2017 et août 2018. Les zones décapées ont été remblayées. De la terre végétale a été mise en place sur plus de 40 cm. L'enherbement a été réalisé par l'agriculteur qui fait usage de ces parcelles en tant que prairie de pâturage. Il a été constaté l'enherbement des parcelles réaménagées ainsi qu'un merlon présentant une végétalisation spontanée.</p> <p>Les parcelles sont mises en sécurité. Il a été constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une clôture délimitant la séparation entre le périmètre de la carrière et les parcelles réaménagées ; • Un portail restreignant l'accès aux parcelles depuis la route ; • L'absence de produits dangereux sur les parcelles réaménagées. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Modalités de remise en état du site

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 2.4.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cessation partielle / Remise en état d'une partie du site |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>La remise en état du site est réalisée conformément au plan en annexe 1 du présent arrêté et achevée au moins trois mois avant la date d'échéance de l'autorisation d'exploiter la carrière.</p> |
| <p>Constats : La remise en état des parcelles est conforme au plan de remise en état annexé à l'arrêté préfectoral n°70-208-08-30-002, à l'exception d'une partie de la parcelle ZI n° 117. En effet, cette parcelle a été restituée pour un usage agricole alors que le plan de remise en état classe cette zone en « remblais sur gradins et carreaux enherbés ». Ce changement d'usage permet de faciliter l'accès à l'agriculteur depuis sa ferme vers les terrains restitués en prairie. Cette modification reste conforme à l'usage prescrit par l'article 2.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé pour la zone est du site (usage agricole).</p> <p>Les autres parcelles (ZI n° 141, 143 et 13) ont été restituées pour un usage agricole conformément au plan de remise en état.</p> |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Consistance des installations autorisées

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/08/2018, article 2.1.2 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Niveau de production |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le volume total de matériaux autorisé à extraire et à traiter est 50 000 m ³ de plaquettes de calcaires du Callovien et de 770 000 m ³ de calcaires du Bathonien, soit respectivement 100 000 et 1 540 000 tonnes (densité 2). Sur une période correspondant à chaque phase, la moyenne annuelle de quantité de matériaux extraits ne dépasse pas 170 000 tonnes par an. [...] (220 000 tonnes maximum par an). |
| Constats : Lors de la dernière inspection du 08/08/2022, l'inspection des installations classées avait constaté un dépassement du tonnage moyen sur la phase quinquennale 2018-2022. Il a été demandé à l'exploitant de déposer avant le 31/12/2022 un porter à connaissance démontrant le différentiel d'impacts entre ceux déjà identifiés dans le dossier initial et ceux générés par l'augmentation du niveau de production. Cette demande a été portée à la connaissance du Préfet le 20 septembre 2022. Cette demande est en cours d'instruction et conduira à la prise d'un arrêté de prescriptions complémentaires. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Plan de gestion des déchets – lieu d'implantation

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : [...] Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; [...] |
| Constats : Lors de la dernière inspection du 08/08/2022, l'inspection des installations classées avait constaté que le PGD n'identifiait pas les zones de stockage présentes sur le front Ouest. L'exploitant a présenté ce jour le plan mis à jour, identifiant toutes les zones de stockage des déchets d'extraction. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

ANNEXE

| Commune | Section | N° de parcelle | Surface Cadastrale totale (m²) | Surface ICPE (m²) | Propriétaire |
|-------------------------------|---------|---------------------------|---|-------------------|-----------------|
| Scey-sur-Saône-Et-Saint-Albin | ZI | 13 | 3 580 | 3 580 | P. Privé |
| | | 116 | 11 680 | 11 680 | Commune Scey |
| | | 117 | 46 200 | 46 200 | Commune |
| | | 118 | 15 500 | 15 500 | Commune Scey |
| | | 141 | 16 560 | 16 560 | SCE |
| | | 143 | 18 218 | 18 218 | SCE |
| | | 180 | 12 820 | 12 820 | Commune Scey |
| | | 181 | 156 680 | 75 520 | P. Privé |
| | | 20 | 16 840 | 2 860 | P. Privé |
| | | 44 | 18 320 | 5 780 | P. Privé |
| | | Total : 208 718 m² | | | |

Tableau 1 : Parcelles actuelles de la carrière de Scey-Sur-Saône. (Les parcelles en caractères gras sont celles concernées par la présente demande)

